

Publié le 26 septembre 2024

Note de conjoncture de la Banque postale : les collectivités locales poursuivent leurs efforts d'investissement

La Banque postale vient de publier sa note de conjoncture annuelle sur les finances locales. L'institution financière, partenaire de longue date de la Fédération des élus des Entreprises publiques locales (FedEpl) et sponsor du Congrès national des Epl, qui aura lieu à Nantes du 8 au 10 octobre 2024, se veut modérée s'agissant de l'état des comptes publics locaux.



Des finances locales marquées par des dépenses de fonctionnement plus dynamiques que les recettes

Selon la direction des études de la [Banque postale](#), les recettes de fonctionnement des collectivités locales progresseraient de 2,3 % pour atteindre 276,5 milliards d'euros en 2024, soit une progression moins forte qu'entre 2022 et 2023. Les recettes fiscales (176,6 milliards d'euros, + 1,8 %) et les dotations et compensations fiscales (40,7 milliards d'euros, + 0,6 %) ralentiraient fortement. Les dépenses de fonctionnement, en hausse de 4,4 %, s'établissent à 237 milliards d'euros, portées principalement par les charges à caractère général (59,8 milliards d'euros, + 4,4 %) et par les dépenses de personnel (83,5 milliards d'euros, + 4,8 %). En conséquence, l'épargne brute des collectivités territoriales pourrait de nouveau se dégrader de 8,7 % cette année et atteindre 39,5 milliards d'euros. Ces tendances concernent tous les échelons de collectivités locales, contrairement à l'année passée.

Lire aussi

[**Note de conjoncture de la Banque postale : des finances locales frappées par l'inflation mais soutenant l'investissement en 2022**](#)

Une nouvelle accélération des investissements des collectivités locales et des besoins de financement important

La contraction de l'épargne brute obère les capacités d'autofinancement. Mais dans un contexte de besoins élevés en investissement, à la fois conjoncturels en fin de mandat, mais aussi structurels pour les impératifs, les collectivités locales sont en première ligne et maintiennent leurs efforts d'investissement. Pour maintenir ces

niveaux d'investissement élevés (80,1 milliards d'euros, + 7 %), les collectivités locales ont recours à des financements parallèles. Les emprunts nouveaux (24,6 milliards d'euros, + 17,9 %), mais aussi les prélèvements sur la trésorerie en font partie. L'encours de dette devraient s'établir à 210,7 milliards d'euros.

Si la situation appelle à un redressement des finances locales, celui-ci doit prendre en compte le rôle attribué aux collectivités locales s'agissant des enjeux majeurs d'avenir comme la transition environnementale, le développement économique ou encore le vieillissement de la population. Il sera alors peut être nécessaire d'adapter les structures de financement et la gouvernance financière avec davantage d'autonomie.

A ce propos, la Banque postale organisera un webinaire de présentation de cette Note de conjoncture sur les finances locales et apportera un éclairage sur l'état des finances de chaque échelon de collectivité territoriale.

[S'inscrire au webinaire Les Finances locales en 2024](#)

[En savoir plus](#)